

## OUI, c'est NON

Ça y est, c'est fait. Et c'est bien fait !

Avec 70 % de votants et 55 % de NON, le score est sans appel. C'est encore plus net si l'on prend en considération le vote des salariés (75 % pour le NON) et des jeunes (56 % des 18 à 25 ans pour le NON). Bref, la classe ouvrière rejette massivement la politique imposée depuis 23 ans par les gouvernements successifs, qu'ils soient de droite ou qu'ils soient de gauche !

En juin 82, au moment du tournant de la rigueur imposée par Jacques Delors, déjà au nom de l'Union Européenne, Lionel Jospin, alors Premier secrétaire du PS, avait déclaré qu'il ne s'agissait que d'une parenthèse. On attend toujours que ceux qui l'ont ouverte, la referment.

Certes gardons-nous de toutes illusions. Malgré ce score sans appel, nous savons que ceux qui nous dirigent, tant au plan européen qu'au plan national, ont un sens tellement "particulier" de la démocratie que de toute façon, ils ne tiendront pas compte de ce résultat. D'ailleurs le soir même on entendait les partisans du OUI expliquer, doctement, que le NON n'était pas un NON au Traité Constitutionnel, et encore moins à l'Union Européenne, mais qu'il exprimait un mécontentement à l'égard de la politique gouvernementale.

Comme si ce mécontentement, réel par ailleurs, qui s'est exprimé à de nombreuses reprises, en particulier en 1995 lors de la contre-réforme JUPPE-CFDT, ou encore en 2003 contre le reforme des retraites FILLON-CFDT, ou encore plus récemment le 10 mars 2005, n'était pas lié à la politique imposée par l'Union Européenne !

Oui, en votant NON, les travailleurs ont rejeté un projet de traité Constitutionnel qui n'est que le "couronnement" juridique de toute une politique fondée sur la déréglementation, sur les privatisations, dont l'objectif est l'abaissement du coût du travail.

Avant même le vote, et malgré tous les démentis, il est incontestable qu'ils ont concocté des solutions alternatives. Plan B ou pas, peu importe, Monsieur Juncker, le lendemain du référendum, vend à nouveau la mèche. Il déclare qu'il serait indécent de faire revoter les Français tout de suite, mais il ajoute immédiatement qu'il est possible de recourir à cette solution dans deux ans, à l'issue du processus des consultations des autres états membres. Pour ces gens là, il va de soi qu'il ne faut pas tenir compte du résultat du référendum. La seule question qu'ils se posent, c'est comment poursuivre leur politique malgré la victoire du NON.

Cette conception tout à fait particulière de la démocratie a dû déteindre sur les responsables de la CES<sup>(1)</sup>. En France, la CFDT a fait ouvertement campagne pour le OUI, ce qui est à la fois son droit mais aussi, ce qui est conforme à sa nature.

Reconnaissons à la CFDT une logique, mieux, une constance : elle soutient systématiquement, courageusement diraient le MEDEF et les gouvernements, toutes les contre-réformes réactionnaires.

Plus c'est réactionnaire, plus la CFDT est contente, c'est la classe ouvrière qui en est la victime.

La CFDT a donc organisé des meetings pour appeler à voter OUI. Jusque là, rien de plus "normal". Mais la presse nous informe qu'à l'occasion d'un dernier meeting, d'autres syndicats, italiens, espagnols étaient venus apporter leur soutien à la CFDT et à sa campagne électorale. Il paraît que certaines de ces organisations syndicales comptent au nombre de nos amis. Encore une fois, "protégez-moi de mes amis, mes ennemis je m'en charge".

Nous devons en tirer les conséquences pour l'avenir et pour nos relations internationales.

Toujours à ce même meeting, John Monks, secrétaire général de la CES, lui aussi, était venu apporter son soutien à la CFDT. On se souvient des conditions dans lesquelles, l'été 2004, le même John Monks a fait adopter à la hussarde, à l'exécutif de la CES, une position de soutien au traité Constitutionnel. Il l'avait fait à l'occasion d'une réunion à laquelle notre organisation, pourtant l'un des membres fondateurs de la CES (plus précisément de la CESL), n'avait même pas été conviée.

Voilà maintenant que c'est Monks qui s'invite lui-même, sans qu'on le convie, pour, ouvertement, prendre parti en faveur des thèses CFDTistes alors qu'il sait pertinemment que deux autres organisations syndicales, membres de la CES, la CGT et nous-mêmes, ont exprimé leurs plus expresses réserves, voire, leur opposition au traité constitutionnel.

Cela confirme, si besoin était, que la CES n'est ni syndicale, ni démocratique. Elle n'est plus qu'une officine à la solde de l'Union européenne, prête à tous les coups et, spécialement, les mauvais coups pour servir ses maîtres.

Tous les moyens ont été utilisés pour faire passer le OUI : la menace, parfois les insultes. Mais comme rien n'y faisait, le gouvernement français et l'Union européenne ont différé un certain nombre de projets. C'est le cas par exemple de la directive Bolkestein, de la privatisation de GDF, et de bien d'autres mesures qui maintenant vont sortir brutalement.

Malgré toutes ces manœuvres, malgré une propagande d'Etat d'un niveau rarement atteint, malgré l'appui des principaux partis politiques gouvernementaux, et de la quasi-totalité des médias, malgré les échecs, ou semi-échecs, malgré les trahisons, malgré tous les coups reçus, la classe ouvrière n'est pas défaite.

Pendant la campagne référendaire, la classe ouvrière a continué à se battre, y compris sur le terrain de la grève. Pour exemple, à l'occasion du lundi de Pentecôte.

Puisque les gouvernements, les patrons, l'Union européenne ne veulent rien savoir, rien entendre, confortée par le résultat du référendum, la classe ouvrière n'acceptera pas aujourd'hui ce qu'elle a refusé hier. Alors pour la satisfaction de nos revendications il est probable que l'on ne nous laisse pas d'autres choix que d'user de l'ultime recours...

LA GREVE.

Nantes, le 30/05/2005

(1) Confédération Européenne des Syndicats